

Pourquoi ont-ils peur des livres ?

Nedim Gürsel, l'écrivain turc, est devant les tribunaux depuis le 5 mai. Il risque la prison. Six mois à un an. Son dernier roman, *Filles d'Allah*, un beau succès de librairie avec 30 000 exemplaires vendus, succès de critique aussi dans son pays, serait de nature à blesser «les sentiments religieux de la population turque». Pour s'être autorisé à camper le Prophète de l'islam en personnage, il est accusé d'avoir «vilipendé publiquement les valeurs religieuses d'une partie de la population» et, ce faisant, «menacé la paix sociale».

Le procureur de la République avait, dans un premier temps, prononcé un non-lieu mais sous la pression de la Direction générale des affaires religieuses (la Dinayet), directement reliée au Premier ministre, Recep Tayyip, le tribunal de grande instance de Sisli-Istanbul a décidé d'intenter un procès.

Le romancier n'a qu'un seul argument à faire valoir, mais qui, dans l'univers de la raison, devrait suffire : «Il s'agit d'un roman», répète-t-il. Comme ça ne semble guère convaincant, il ajoute qu'il «respecte la foi et les croyants» et il rappelle surtout que, dans sa stratégie pour intégrer l'Union européenne, la Turquie a su faire profil bas comme lorsque Erdogan a déclaré, lors de la remise d'un prix littéraire, qu'elle «n'est plus un pays qui juge ses écrivains».

Mais chassez le naturel...

En ardent défenseur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, Nedim Gürsel publie la même semai-

ne en France, La Turquie, *une idée neuve en Europe*. (Editions Empreinte Temps présent), plaider pour son pays. Profitant d'une renommée internationale, l'auteur turc bénéficie déjà du soutien de grands noms de la littérature mondiale, dont Le Clézio, prix Nobel de littérature.

Ce n'est pas le cas de Boussaâd Ouadi. Ce professionnel du livre de chez nous, doublé d'un passionné de culture, a ranimé la librairie des Beaux-Arts, rue Didouche-Mourad, à Alger. L'endroit est loin d'être anodin. Il était l'ancre de Vincent, le mythique libraire, assassiné par les GIA en 1994. Depuis, notre ami Boussaâd a repris l'affaire et l'a ressuscitée comme lieu de culture, un peu en marge de ces librairies issus du secteur d'Etat qui ont cru légitime de devoir se partager le patrimoine public. Ces derniers sont des «professionnels» parce qu'ils grattaient du papier dans les soutes ou les cimes de l'entreprise d'Etat qui monopolisait tout ce qui avait un rapport avec le livre, de la publication à la distribution en passant par l'importation.

Boussaâd Ouadi n'est pas formaté dans les mêmes tawabith. Depuis 4 ans à la librairie des Beaux-Arts, dont il a fait un précieux point de rencontre entre lecteurs et écrivains, il a créé un lieu où on pouvait acheter des livres mais aussi, et surtout, discuter avec un féru de livres et de culture qui sait de quoi il cause.

Il avait, par exemple, l'ambition de faire venir les livres en express à la demande des lecteurs où qu'ils paraissent

dans le monde, comme c'est le devoir de tout libraire qui se respecte. Mais voilà, pour cela, on a fait jouer contre lui des lois qui exigent un seuil élevé de capital social (2 milliards de centimes) sans compter, bien entendu, le parcours du combattant que sont les visas des ministères de la Culture, de l'Intérieur et des Affaires religieuses. En outre, les directives de la banque exigeaient, pour chaque livre importé, des certificats phytosanitaires, des certificats d'origine et de conformité !

Pas mieux pour étouffer un libraire indépendant dont le but n'est pas de faire des ronds !

La librairie des Beaux-Arts doit fermer très prochainement.

On ne pardonne pas non plus à Boussaâd Ouadi d'avoir été l'éditeur de Mohamed Benchicou, ce qui supposait un certain courage. Ce qui lui valut aussi, ipso facto, d'être éliminé d'office de tous les programmes de subventions et d'aides à l'édition.

Qu'y a-t-il de commun entre Nédim Gürsel et Boussaâd Ouadi ? La même volonté, d'un côté, de faire voyager les lecteurs, de favoriser l'intelligence et l'imagination, de défendre le droit à l'expression et la liberté face aux dogmes et aux muselières, le même pari sur la culture comme terrain d'entente entre les hommes et moyen de libération.

En face, mêmes méthodes de pression par la justice, par les carcans économiques, ce qui est une pression politique

qui ne s'assume pas. Même volonté d'étouffer la beauté, de dresser des prisons mentales et, au besoin physiques, afin que la parole et l'art ne sortent pas des confins de médiocrité et de sujétion plantés comme des valeurs sacrées par le pouvoir.

Il est vrai que la librairie des Beaux-Arts est comme une oasis de culture dans une artère de la capitale où l'argent, celui des «repentis» et de ceux qui les ont fait repentir, s'affiche dans les vitrines des boutiques de chaussures et des pizzerias.

Les différences entre Gürsel et Ouadi ?

La première, c'est l'évidence : on ne touche pas impunément à l'écrivain turc, qui plus est pour cette raison. Depuis Salman Rushdie, en passant par Taslima Nasreen et d'autres, la solidarité avec les victimes des atteintes à la liberté d'expression, notamment lorsqu'il s'agit d'écrivains d'envergure, trouve un écho fatalement planétaire, et c'est tant mieux. Surtout lorsque le livre est non point un de ces brûlots provocateurs par lesquels des auteurs espèrent «obtenir» des fatwas et la gloriole qui va avec mais de véritables œuvres de création.

La deuxième raison est que, même si les atavismes idéologiques sont coriaces, la Turquie est obligée de tenir compte de la respectabilité qui lui est nécessaire pour être admise dans l'Union européenne.

Tandis que, chez nous, encore une fois, la culture de la manœuvre, de la dissimulation, du coup tordu fait de l'étouffement d'un libraire et



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

d'un éditeur, indépendant des minbars et des guérites de caserne, une histoire d'élévation de loyer, un truc économique.

La deuxième différence, c'est le silence dans lequel se commet ce crime. Le silence, d'abord, de la corporation. Ensuite, et plus généralement, celui des intellectuels et des lecteurs. Il est clair que cette fermeture programmée procède d'un rétrécissement des espaces où devrait triompher l'intelligence et la culture au profit de cette grande prison, laide, aux murs suintant de servilité et d'hypocrisie qu'on veut faire de l'Algérie. Allez, chiche, montrons que nous comprenons tous que si, comme dans les années 1990, on laisse passer ça, ils en viendront à autre chose et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne pour gueuler.

A. M.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Je revendique le droit à l'indifférence citoyenne !

Abderrezak El Para : «Je m'excuse pour tout ce que j'ai fait.» Mais non ! Mais non, mon grand...

... c'est à nous de nous excuser !

Quand tu lis les déclarations de Ziari, le président désigné de l'APN, tu te dis «ya bouguelb ! Les enjeux doivent être énormes autour de cette Assemblée». Ziari, sur un ton très sérieux, en pesant ses mots sur une balance homologuée par l'ONPM, l'Office National des Poids et Mesures, jure que «l'Assemblée ne sera pas dissoute». Je ne sais pas ce qu'il attend exactement comme effets et réactions après ce genre de déclarations, mais par contre, je sais une chose : faut lui dire à Ziari qu'il n'y a que lui, ceux qu'il préside et celui qui les désigne tous pour voir un enjeu là où le reste, le gros reste du pays n'en voit pas. Dissoute, pas dissoute, gelée, décongelée, mise au frigo, pétrifiée, rangée dans une boîte isotherme, placée dans des bocaux, plâtrée du bras, la bouche camisolée, les mains ligotées, le cerveau baignant dans un liquide amniotique financé à hauteur de 300 000 dinars, on s'en tape un peu de cette Assemblée-là, M'sieur ! Je ne veux pas remuer des souvenirs peut-être douloureux pour vous — ou peut-être pas d'ailleurs

— mais les législatives ayant débouché sur cette noble Assemblée ne sont pas restées dans les annales de l'engouement populaire ni dans celles de la pratique démocratique. Alors, qui, en dehors du «cercle carré» se préoccupe vraiment du sort de cette Assemblée ? Ailleurs, cette question aurait passionné les foules, déchaîné des débats, provoqué une déferlante médiatique, entraîné des rassemblements citoyens, suscité des réactions en chaîne. Ailleurs. Dans cet ailleurs où une dissolution d'assemblée a encore un sens. Mais ici ? Je vous pose sincèrement la question : ici ? Qu'est-ce que ça va changer ? Est-ce que le remplacement de ceux qui touchent aujourd'hui 300 000 dinars pour lever un bras au bon moment par d'autres nanas et mecs qui lèveront les deux bras pour 600 000 dinars va rendre plus sympathiques les petits pois à 80 dinars, moins agressives les aubergines à 90 dinars et plus avenant le ticket de transport à 70 dinars dans le nouveau train ultrachic ? Hein ? Je vous le demande ! Tout en fumant du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

spot.com/www.tacervellesarrete.blogspot.com

